
Adresse de la société républicaine de Saint-Marcellin (Isère) invitant la Convention à rester à son poste, en annexe de la séance du 6 frimaire an II (26 novembre 1793)

Citer ce document / Cite this document :

Adresse de la société républicaine de Saint-Marcellin (Isère) invitant la Convention à rester à son poste, en annexe de la séance du 6 frimaire an II (26 novembre 1793). In: Tome LXXX - Du 4 Frimaire au 15 Frimaire an II (24 novembre au 5 Décembre 1793) pp. 196-197;

https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1912_num_80_1_39325_t1_0196_0000_8;

Fichier pdf généré le 19/02/2024

tagnes qui retentissaient aux (*sic*) cris des fédéralistes, ne servent plus d'écho qu'aux canons et aux bombes qui foudroient les rebelles lyonnais; tandis que nos enfants s'élancent contre ces monstres, nous frappons de la foudre des lois les aristocrates, les fanatiques, les accapareurs et tous les ennemis de la République. Le citoyen Dorfeuille nous a fait sentir notre force, les traîtres de nos contrées tremblent devant nous, comme les satellites des despotes devant les armées que vous dirigez contre eux.

« Nous sommes à notre poste, restez au vôtre, vous sauverez le vaisseau de l'État. Nous avons du chêne dans nos montagnes, les couronnes civiques vous attendent, méritez-les.

« GIRARD, président; ZEIN, vice-président; DALBESPIERRE-LACROIX; DORFEUILLE, commissaire national; BARBIER, secrétaire. »

N° 52.

Narbonne (1).

N° 53.

Adresse à la Convention nationale par la Société populaire et républicaine d'Avignon (2).

« Représentants,

« Les habitants du département de Vaucluse, comblés plus particulièrement que tous autres des bienfaits de la Montagne, dont deux de ses membres, Rovère et Poulcier, sont parmi nous, vous témoignent que jamais ils ne se sont senti plus de courage et de fermeté, tant à oublier les maux qu'ils ont soufferts pour devenir libres, qu'à combattre et vaincre les ennemis de la chose publique. Les deux représentants qui sont dans leurs murs ont mis toute l'intelligence et la sagesse que la localité exigeait pour mettre ces malheureuses contrées à la hauteur de la Révolution, et déjouer les infâmes manœuvres que les malveillants employaient pour la détruire. Rien ne leur a échappé jusqu'à ce moment. Sans cesse occupés du bonheur et de la gloire des Vauclusiens, ces représentants répandent les vrais principes du républicanisme, savent les faire adopter et chérir. Nous touchons au moment où, par une constance infatigable et des travaux les plus pénibles, ils feront disparaître l'égoïsme, le fanatisme et les vengeances pour faire triompher la vertu. Partout où leur présence devient nécessaire, ils en reviennent couverts de l'estime et de l'amitié des patriotes; les aristocrates et les malveillants perdent courage et, partout, enfin, ils parviennent à faire aimer la Révolution. Il serait donc bien malheureux pour nous et pour la chose publique qu'ils n'achevassent pas une si belle carrière. Toutes les administrations formées sous leur égide s'entendaient parfaitement avec eux, et les rouages de ce département commencent à développer un mouvement si bien

concerté que la République entière en sentira les meilleurs effets.

« L'opinion prononcée le plus généralement dans les cœurs des vrais patriotes vauclusiens, est que les fiers montagnards, qui composent la Convention, restent, malgré la tempête et les orages, au sommet de leur montagne, qu'ils y gardent leur poste jusqu'à ce qu'un temps calme et serein leur annonce que la patrie est sauvée. Déjà la loi a purgé cette ville de quelques traîtres et a fait tomber leurs têtes, par le rasoir de la nation; les fédéralistes, royalistes et anciens suppôts de la divinité papale et imaginaire, sont à l'agonie, et nous, qui avons juré mille fois de soutenir la Montagne, qui ouvrirons tous les jours nos séances en son nom, et qui jouissons d'un département qui, organisé par deux montagnards, remplit nos vœux et notre bonheur, nous jurons encore de périr tous plutôt que d'abandonner un pouce de terrain à nos ennemis. Fiers de nos serments, jaloux de notre gloire, nous saurons voler partout où le danger de la patrie et de nos frères de tous les départements nous appellera; nous vaincrons, ou en périssant, nos derniers soupirs rendront ces mots sacrés, et si cruels à nos ennemis :

Vive la République! vive la Montagne! »

(Suivent 52 signatures.)

N° 54.

La Société républicaine de Saint-Marcellin, à la Convention nationale (1).

« Saint-Marcellin, département de l'Isère, le 9^e jour de la 3^e décade du 1^{er} mois de la 2^e année de la République française, une et indivisible.

« Citoyens représentants,

« Les membres soussignés composant la Société républicaine de la ville de Saint-Marcellin, persuadés que le bonheur de la France est attaché au succès de vos travaux, n'ont cessé, dès les premiers jours de votre réunion, de tenir leurs regards fixés sur vous, et de vous considérer comme le plus ferme appui de leurs espérances. Les heureux effets que nous éprouvons de la sagesse de vos décrets et des mesures vigoureuses que vous avez prises pour anéantir les efforts de nos ennemis et notamment des ces méprisables suppôts de l'aristocratie et du despotisme, qui avaient su capter les suffrages de leurs commettants pour aller se placer dans le sein même de la Convention nationale, nous ont fait éprouver le besoin de vous en témoigner notre satisfaction.

« L'histoire des autres nations nous apprend qu'il leur a fallu des siècles pour abattre les têtes des despotes et, encore en abattant ces têtes superbes, elles ne brisaient qu'en apparence les liens qui enchaînaient les peuples, puisque leur sceptre ne faisait que passer en d'autres mains, et qu'en laissant subsister la royauté, cet assemblage monstrueux de tous

(1) Nous n'avons pu découvrir cette adresse.

(2) Archives nationales, carton C 281, dossier 775.

(1) Archives nationales, carton C 281, dossier 775.

les abus et de tous les vices, elles laissent toujours le peuple dans l'avilissement et l'esclavage.

« Mais vous, législateurs, plus éclairés, plus sages et plus dignes de la confiance des peuples, vous avez frappé du même coup tous les genres d'oppression qui nous écrasaient de leur poids, et vous avez englouti dans le même tombeau, le sceptre, le trône et le tyran, en sorte qu'il ne nous restera plus de cette puissance oppressive que le souvenir de son existence passée.

« Tant de bienfaits sembleraient devoir nous borner, dans cette adresse, à des témoignages de gratitude; cependant, législateurs, le trône détruit, la caste nobiliaire anéantie, l'aristocratie et le fanatisme enchaînés ne suffisent pas pour assurer notre bonheur; il nous reste encore, d'une part, des ennemis dont l'anéantissement exige de puissants moyens, de sages mesures et de vigoureux efforts, et, de l'autre, de grands criminels à punir, car, législateurs, vous le savez, plusieurs de nos frères, de nos meilleurs républicains, ont été cruellement assassinés, les villes de Lyon, de Marseille et de Toulon ont été arrosées de leur sang, et leurs bourreaux respirent encore!

« Vengeance, citoyens représentants, vengeance de cette étrange violation de tous les droits les plus sacrés de la nature, dont on n'a pas d'exemple chez les peuples les plus barbares, et de ces horribles attentats à la souveraineté nationale! Le seul espoir de l'obtenir peut contenir notre indignation, c'est de vous que nous l'attendons, et toutes nos voix s'unissent et n'en font qu'une pour vous la demander.

« Nous pensons donc ne pouvoir mieux parvenir à notre but, qu'en vous invitant à demeurer au poste où les véritables républicains s'applaudissent de vous avoir appelés et de tenir dans vos mains les rênes de l'État et l'exercice du souverain pouvoir, pour autant de temps que la patrie sera en danger, et jusqu'à ce que vous ayez assuré notre gouvernement républicain dont vous avez posé avec tant d'efficacité les premiers fondements.

Tels sont, citoyens législateurs, les désirs et les vœux de nos frères et amis les membres composant la Société républicaine de Saint-Marcellin.

« *RODET, président; LANTELME, secrétaire.* »

N° 55.

La Société populaire de Pau, à la Convention nationale (1).

« Pau, le 25^e jour de l'an second (*sic*) de la République française, une et indivisible.

« Législateurs,

« Et nous aussi, nous vous demandons de rester à votre poste, jusqu'à ce que tous nos ennemis soient dans l'impuissance absolue de détruire votre ouvrage; jusqu'à ce qu'ils ne puissent, par aucun moyen, empêcher le peuple qui bénit,

en souffrant, vos efforts courageux, de se lier dans toute la République pour l'unité d'exécution de toutes les lois bienfaisantes que vous faites pour sa régénération et son bonheur.

« La Montagne, qui a enfanté ces lois au milieu des orages, est la seule que nous croyons capable du courage et de l'affection nécessaires pour les suivre dans leur propagation et leur exécution.

« Nous vous avons béni par des cris de : *Vive la Montagne!* à la réception de celles qui fixent le prix des subsistances et des denrées de première nécessité. Nous n'avons pas eu besoin d'en réclamer l'exécution. Les autorités constituées de cette ville, qui viennent d'être purifiées par vos dignes collègues Monestier et Pinet, s'empressent d'elles-mêmes d'en faire jouir le peuple.

« Nous venons de vous (*sic*) demander de donner le dernier coup de massue à l'agiotage, en faisant disparaître, en anéantissant la valeur de la monnaie métallique, et en ordonnant que toutes ces pièces, empreintes de l'effigie du monstre qui a voulu notre perte, soient portées dans les ateliers de monnaie pour être réduites en lingots, et n'en sortir que pour être reportées, au besoin, dans la circulation avec le seul coin de la République et de la liberté, si jamais il est jugé nécessaire.

« Cette mesure est la seule qui puisse guérir le peuple de l'aveuglement où l'ont plongé les meneurs infâmes qui le conduisaient à sa perte; la seule qui puisse le ramener à penser qu'on ne le trompe pas en lui donnant, en échange de ses denrées et de son travail, une monnaie qui sera unique dans l'État; la seule qui lui fera sentir l'importance de vos lois qui fixent le prix de ces denrées, et qui le fera s'y prêter avec confiance; la seule qui lui apprendra qu'il se ruine en donnant à un prix trop modique sa denrée et son travail au traître qui lui présentait la monnaie métallique pour laquelle il lui avait fait naître une passion trompeuse, une passion qui lui faisait rechercher et servir ce monstre qui ne voulait que sa perte.

« Législateurs, toutes ces précautions manqueraient leur but si elles n'étaient secondées et soutenues par celle qui vous est demandée de tous les points de la République et qui doit marcher de front avec toutes les autres, celle de purger nos armées de tous les chefs qui y ont été placés par les agents du complot liberticide dont nous venez de livrer aux tribunaux une petite partie.

« On vous crie de toutes parts que les chefs des armées méditent, le jour et la nuit, les moyens de nous trahir, on vous demande avec instance de les destituer tous et vous ne l'avez encore fait que pour ceux qui sont venus à bout de nous livrer ouvertement sous le feu et le fer des tyrans lâches, qui ne nous assassinent que par trahison.

« Nous sommes ici à portée d'observer les armées des Pyrénées, et nous pouvons vous assurer que les soldats de la liberté qui les composent, eussent mis en pièces les esclaves du roi d'Espagne, renvoyé honteusement les plus agiles porter les fers de leur tyran sur leur territoire fanatisé, si ceux qui les commandent l'eussent bien voulu. Mais nous lisons avec effroi que l'armée de Perpignan est commandée par M. d'Aoust, parce que nous savons qu'un ex-marquis, qu'un ex-constituant, qui a constamment siégé au côté droit de l'Assemblée, qui a passé ensuite dans nos armées sous La-

(1) Archives nationales, carton C 281, dossier 775.